

# **COLLECTIF 37 « Notre santé en danger »**

La nécessité de riposter aux attaques contre notre système de santé a débouché sur la mise en place d'un collectif national ([www.coordination-nationale.org](http://www.coordination-nationale.org)) de plus de 150 organisations (syndicats, associations, partis) en 2011.

Le « Collectif 37 » ([collectifsante37@gmail.com](mailto:collectifsante37@gmail.com)) s'inscrit dans cette logique et cette même volonté de construire un cadre unitaire de mobilisation.

## **Rassemblement/signature de pétitions le samedi 6 octobre**

à Tours, 15h30, place Jean Jaurès

### **« Pour notre santé, le changement c'est urgent »**

Tours le 17 septembre 2012

La mise en œuvre, par l'ancien gouvernement, de la loi HPST (hôpital, patient, santé et territoire), dite loi Bachelot, frappe de plein fouet nos hôpitaux, nos maternités, nos centres IVG. C'est tout notre service public de santé qui se détériore, tant pour ceux et celles qui en ont besoin que pour ceux et celles qui y travaillent. Nous exigeons du nouveau gouvernement d'inverser la vapeur et qu'il prenne des mesures d'urgence pour stopper la casse.

La santé de chacun et chacune passe par un service public de santé, de soins, de qualité et de proximité, avec des personnels en nombre et formés.

#### **En Indre et Loire ...**

Notre département n'est pas épargné. Le CHU connaît des restructurations hospitalières qui se font au détriment des personnels et des usagers (menaces de fermeture du service grands brûlés, de démantèlement de Clocheville, regroupement des services de psychiatrie, etc.).

Le château du Plessis à Azay le Rideau a été fermé, tout comme l'oncologie à Amboise.

#### **Arrêtons la casse de la santé et de la Sécu!**

La loi HPST accélère la privatisation de notre système de santé. C'est le but de cette loi qui donne tous les pouvoirs aux superpréfets sanitaires régionaux que sont les directeurs des ARS, et **tous les secteurs sont visés**: le sanitaire, la psychiatrie (avec la révision de la loi de 1990), le social et le médicosocial.

Concernant notre protection sociale, de nombreuses mesures ont fait reculer le principe de solidarité, principe fondamental qui a présidé à la création de la Sécu: forfaits, franchises, dépassements d'honoraires, pénalités, déremboursement... Ce qui reste à la charge des foyers ne cesse d'augmenter.

**Cette politique qui n'a comme seule boussole que les critères de rentabilité doit cesser.**

#### **Dès maintenant, nous exigeons des mesures d'urgence !**

- Suppression des dépassements d'honoraires, des forfaits et des franchises ;
- Arrêt des fermetures d'établissements, de services hospitaliers, de maternités, de centre IVG, etc ;
- Attribution des moyens humains et financiers pour un service public de santé de qualité ;
- Suppression des exonérations et des exemptions de cotisations sociales ;
- Augmentation du budget 2013 de la Sécurité Sociale répondant aux besoins de la population;
- Abrogation de la loi HPST

**Pour cela, l'intervention citoyenne déterminée et massive est nécessaire. C'est le sens de notre appel à un rassemblement ce samedi 6 octobre, dans le cadre d'une mobilisation nationale en lien avec une semaine d'action**